

Forum

Où va-t-on ?

3^e partie (Suite de la page 64)

Thomas Lamarche :

Pour finir ce forum, tournons-nous vers l'avenir : où va-t-on ? Où va la technique ? Où va la critique ?

Emmanuel Videcoq:

Aujourd'hui les questions qui m'intéressent le plus, ce sont les nouvelles questions sociales et les nouvelles questions politiques que met à l'ordre du jour le changement induit par la numérisation. Il est clair que cela pose la question du salariat, du travail salarié, qu'est-ce que l'on rémunère et comment sont rémunérées les personnes ?

On le voit à travers les luttes des intermittents ou à travers ce qui se passe dans la prolétarianisation des personnes qui font du travail intellectuel... voir le manifeste des incorruptibles. Il y a, à mon avis, des mouvements de fond qui entraînent une réactualisation des questions sociales, mais dans des termes complètement nouveaux qui ne sont absolument pas ceux de la question industrielle posée au XIX^e siècle, avec effectivement le point sur lequel insiste Jean-Pierre Durand dans son livre sur la question du travail à flux tendu, autorisé par ces mutations technologiques. Derrière cela, la question des droits de propriété, du revenu d'existence, comment rémunère-t-on les créateurs ? Quel est le statut de la création ? Comment, quel rôle va jouer le groupe central, celui des chercheurs, des ingénieurs et des techniciens dans la société ? Ceci m'apparaît être beaucoup plus important que la question de l'État. D'ailleurs, ce groupe central apparaît et négocie directement ses intérêts avec le pouvoir et c'est là que se situent les nouvelles luttes sociales, moins que dans les luttes défensives sur l'emploi.

Jacques Vétois :

Je vois plusieurs choses qui seront au cœur des débats les prochaines années, mais je reste assez pessimiste sur les résultats. Le premier problème va être lié à la propriété intellectuelle. C'est-à-dire toutes les questions qui ont été posées par le logiciel libre et qui se retrouvent aujourd'hui posées à travers les biotechnologies et à travers d'autres choses comme l'accès à la connaissance. L'accès à la science va devenir un lieu de lutte entre les classes. On peut reprendre le discours marxiste, n'hésitons pas, entre ceux qui les produisent et ceux qui veulent en partie les accaparer, avec en toile de fond la possibilité pour les pays en voie de développement, en tout cas d'accéder à ces connaissances, parce qu'ils vont servir de monnaie d'échange entre ces deux blocs. Le deuxième problème est que l'on va vers une informatique

qui disparaîtra de plus en plus à l'intérieur de tous les objets. Je pense que d'ici dix ans tous les objets seront reliés par les réseaux. Le problème d'une certaine forme de contrôle social va donc continuer à se poser, et surtout ce sur quoi Emmanuel Videcoq insiste : les problèmes de lutte pour la gratuité, etc.

Jean-Christophe Ruffin vient de sortir un livre *Globalia* qui est un peu le 1984 de notre époque. Et qu'est-ce que l'on voit dans cette société *Globalia* ? Tout est gratuit, les gens peuvent vivre. Si vous n'arrivez à rien, vous recevez un revenu minimum, vous avez un appareil de communication minimum et vous pouvez vivre, vous avez un logement, etc. N'empêche qu'il reste quand même dans cette société une hiérarchie sociale extrêmement importante. Il y a des élites et des personnes en-dessous et il y a d'autre part, un tiers-monde qui est la source du terrorisme. C'est ce danger qui menace *Globalia* en permanence et que l'on agite devant les gens, si vous n'êtes pas avec nous, eh bien ! ce sont les terrorismes qui vont frapper.

La lutte pour la gratuité pour tout ne résout pas tous les problèmes d'une société. Je reste fondamentalement sur l'idée d'essayer que cette société s'améliore. C'est pour cette raison que le discours écologiste ne m'avait pas trop choqué à la fin de *Terminal* magazine, je continue à partager l'idée que les ressources sont limitées et qu'il faut en tenir compte. Il y a un certain nombre de dégradations irréversibles. Quand certains d'entre vous disaient que la technique avait peu d'influence sur la société, je dis non, je ne dis pas que l'informatique bousille la société d'une manière irréversible, non, je dis que certaines technologies ont une influence, qu'elles sont irréversibles et qu'ensuite, on ne revient pas en arrière sauf catastrophe sociale que personne ne veut.

Guy Lacroix :

Je te rejoins profondément Jacques et je suis encore plus pessimiste. J'ai l'impression que l'on va progressivement vers une forme de totalitarisme mou d'un nouveau type. Les technologies de l'information et des communications ont amorcé un processus de transformation tellement radical que nos sociétés risquent d'imploser. Dans les années 50, Wiener pensait que les sociétés développées allaient affronter un sérieux problème : l'augmentation de la productivité due à l'automatisation. Il redoutait qu'au lieu de gérer en douceur le passage à une société d'abondance, elles ne créent des chômeurs en masse et n'entrent en une crise de longue durée. Aujourd'hui, on se trouve toujours à peu près dans cette même problématique. Aucun groupe dirigeant n'abandonne de gaieté de cœur ses prérogatives, même quand il voit clairement ce qu'il peut y gagner.

Une nuit comme celle du 4-août, qui a vu une majorité d'aristocrates voter l'abolition de leurs privilèges, au tout début de la Révolution française, constitue un événement exceptionnel. Il est vrai que nombre d'entre eux s'étaient déjà recyclés dans la banque et dans l'industrie. Mais cela n'a pas empêché la guerre et la mise à feu et à sang de l'Europe. Il me semble qu'une première manche, celle de la neutralisation du potentiel subversif des

outils informatiques, a été gagnée par la vieille société dans son combat contre les potentialités de l'automatisation. Actuellement, un autre combat commence : celui de la marchandisation générale de l'information, au sens le plus large (les sciences, les connaissances, les processus intellectuels, etc.). Il s'agit toujours de continuer à faire tourner la machine économique sans réformes de fond. Ce combat s'accompagne de nouvelles formes d'encadrement des identités sociales et sans doute, d'un accroissement du contrôle dans des formes que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui. La dimension plaisir et l'exacerbation des différences formant peut-être un aspect fondamental de cette restructuration. D'autre part, la valeur du travail comme référentiel identitaire reste un enjeu fondamental des années qui viennent. Comment faire pour que les gens n'aient pas le temps de penser ? Comment générer, encadrer et stimuler perpétuellement une insatisfaction permanente qui les pousse à désirer encore et encore le dernier produit technologique à la mode.

Dans ce processus pervers, l'informatique joue un rôle-clé à tous les niveaux. On voit à peu près la direction prise, mais je ne sais pas si tout cela pourra continuer longtemps sans que quelque chose craque. La poursuite de l'informatisation et l'élargissement perpétuel du cercle de la production fonctionne sur un immense gâchis qui rejette sans cesse à ses marges de nouveaux chômeurs et des catégories de travailleurs mis en situation de consommer le minimum. Il y a un fossé de plus en plus béant entre la réalité quotidienne et les promesses des techniques et des sciences. Le point qui me rend le plus pessimiste est la question identitaire : je ressens profondément que ce processus de contingentement de la science, de la créativité, de l'innovation technologique et intellectuelle est profondément mortifère. Il ne peut passer que par un encadrement et un abrutissement des individus. Au niveau des biotechnologies, où le rôle de l'informatique est extrêmement important, il y a actuellement des enjeux idéologiques très forts autour d'une vision caricaturale et très mécaniste de l'humain.

Michel Burnier :

Étant donné que j'affirme clairement ma position – je suis plus technophobe que technophile – il me semble nécessaire, compte tenu du discours international que l'on entend partout y compris du discours européen, chez tous ces anciens gauchistes et compagnie, que le système de la société de l'information que l'on nous présente comme une société ouverte est tout simplement une société au contraire fermée. Ce sont des systèmes fermés, des systèmes autistiques qui renvoient principalement à eux-mêmes : les médias communicants sont en réalité destinés à parler d'eux-mêmes.

La communication se fait de manière beaucoup moins ouverte que l'on veut bien le dire dans le marketing politique. Les entreprises communiquent avec les entreprises, les communautés avec les communautés, les médias parlent des médias. On est dans une société assez autistique et par conséquent de plus en plus atomisée où il existe, en effet, de plus en plus de solitude entre les individus. C'est dans "l'empirement" des choses que se profile

le salut. Des choses sont possibles, notamment dans l'éloignement des communautés humaines par rapport au système machinique, et sur ce point, il existe un vieux débat à reprendre qui est tout à fait intéressant sur l'automatisation et le rapport entre les robots et les hommes. En attendant, on entre dans un monde d'automates et de robots. C'est dans ce domaine qu'il y aura des applications concrètes possibles, dans les études, les recherches, l'écriture et les enquêtes.

De ce point de vue, je pense comme Virilio. On va de plus en plus vers des accidents. Vous dites : personne ne veut de mal, mais tout le monde a un aspect suicidaire et jouit de cette situation. Quoi qu'il en soit, sans faire de la psychanalyse, pour corroborer ce que vous dites sur le travail, il y a une montée de l'anxiété, du risque, de l'incertitude.

Il faut analyser ces phénomènes au niveau de la société de consommation, au niveau de ce que j'appelle la nouvelle économie, c'est-à-dire quelque chose qui est fondée principalement sur la recherche et l'éducation, sur la santé, les loisirs et l'intégration médiatique. C'est là que se situe le ludique, mais pas du tout dans un sens positif, dans un sens pervers et manipulé. C'est-à-dire l'intégration à laquelle, je suis persuadé, nous allons assister entre la télévision, le téléphone, l'informatique, les différentes choses visant à ce que sur des images pseudo ludiques, et bien, tout le monde soit en effet mis au travail. Mais ce n'est plus le travail industriel, c'est un travail d'un nouveau type et cela doit faire partie des thèmes dont je crois, il serait intéressant de réfléchir dans les prochaines années.

Daniel Naulleau :

On a beaucoup parlé à une époque du village planétaire – un aspect qu'à *Terminal* on n'avait pas vu – c'est-à-dire la possibilité d'utiliser les réseaux pour créer des mouvements au niveau mondial.

Par exemple, ATTAC et le mouvement altermondialiste ont beaucoup profité d'Internet. C'est ce côté positif du village planétaire que l'on n'avait pas bien vu au départ. En revanche, on peut faire une analyse autour de la disparition du village traditionnel. Le village était le moyen du contrôle social de la population. L'éclatement de ce village au niveau mondial, puisque le territoire, la Nation, tout cela n'a plus grand sens, me pose un problème.

J'ai l'impression, qu'on a – qui on ? je ne sais pas très bien – un besoin de contrôler ce village planétaire qui est l'ensemble du monde. C'est vrai aussi d'une entreprise avec ses travailleurs nomades, c'est vrai avec les gens qui sont dans des centres d'appels, c'est vrai dans ces structures où il n'existe plus de contrôle de visu comme pouvait le faire un contremaître ou bien les gens d'un village. Ils sont remplacés par l'outil informatique et c'est là que se situe le vrai problème. C'est l'autre face du mot village qui m'inquiète beaucoup.

Le point de vue optimiste, mais je me trompe peut-être et j'ai ce sentiment depuis le lancement de la revue, c'est que l'on est actuellement dans un moment crucial. Toutes ces lois qui sortent, même s'il n'y a pas de mouvement de réaction flagrant, les discussions que je peux avoir avec les gens, c'est : "là ils en font trop"... Il y a une sorte de saturation du contrôle

amplifiée, les spams, enfin tous ces systèmes, ces dispositifs qui nous "bouffent la vie". Je me demande – et c'est ce qui me rend un peu optimiste par rapport à ces techniques – si l'on ne va pas arriver à une réelle saturation.

Michèle Descolonges :

Je voudrais réagir à la question du pessimisme parce que quand on se déclare pessimiste, est-ce qu'on n'a pas tendance à idéaliser un peu le passé et à avoir une relation fermée quant à l'avenir ? Le pessimisme est-il une question de génération ? Serions-nous un petit peu plus optimistes si nous avions vingt ans ? Finalement la question qui nous est posée, qui nous était déjà posé à la fin des années 70, est : quels sont nos pouvoirs d'agir ? De ce point de vue, je trouve remarquable que beaucoup de jeunes s'inscrivent dans des associations de type I3C qui s'organisent autour des logiciels libres ou qui imaginent avoir un travail professionnel dans ces domaines.

Ces jeunes estiment qu'il va leur être possible d'agir en s'appropriant la technologie. De la même manière, la question du contrôle social mise en évidence dans ce débat, et dans *Terminal* : je crois que la peur d'être contrôlé c'est avant tout la peur de disparaître. Il faut vraiment s'interroger sur ces questions. C'est provocateur quand je parle de génération, mais quand même, interrogeons-nous par rapport à notre relation à l'avenir. À mon avis, un des problèmes auxquels on est confronté, c'est qu'à la fin des années 70 il existait encore un bloc communiste. Aucun d'entre nous pensait y trouver matière à penser, il n'empêche qu'on pouvait penser l'alternative. Aujourd'hui l'alternative est très difficile à penser. Ce qui m'impressionne c'est que l'on fait partie d'une des sociétés les plus riches du monde et que l'on n'arrive pas à se débrouiller avec nos six millions de pauvres. La question qui nous est posée est bien : quelles sont nos perspectives sociales et politiques ?

Dominique Desbois :

Les questions que je me pose autour de cette réflexion sur l'informatisation se situent autour de mon métier "d'honnête ouvrier statisticien", tournent autour de "comment et pourquoi on mesure des faits sociaux ou des faits économiques". Je pense que c'est plus sur la question de la mesure de ces faits sociaux que se jouent les questions politiques. La question que je pose est celle de l'accessibilité de cette connaissance. Comment la diffuse-t-on, pour qui la produit-on et pourquoi la produit-on ?

La deuxième piste de réflexion découle toujours de ce que j'observe à partir de mon métier, et mon travail s'inscrit dans le champ des sciences du vivant... Je trouve que le thème des biotechnologies est une piste de réflexion que l'on devrait avoir et pour le coup, en faire la critique au sens marxien du terme. On devrait mener une réflexion sur le processus d'aliénation du vivant que constituent ces nouvelles technologies. Est-ce qu'on va aller jusqu'à une réification de l'humain ? Que signifie ce pouvoir sur la matière vivante ? Cette appropriation privative sur la matière vivante que nous donne la technologie ? Quel rôle joue dans ce domaine les métaphores informatiques ou les métaphores mécanistes sur l'ADN vu comme programme ?

Qu'est-ce que c'est ? De la technique et de la science accédant au statut d'idéologie ? De ce point de vue, on peut recommencer à réfléchir sur l'autonomie de la science et de la technique. Ce qui est important pour moi, c'est de continuer à réfléchir sur le développement des forces productives. Analyser la science et la technologie en tant que forces productives et réfléchir à la question de leur autonomie.

Jean Pierre Durand :

Pour conclure, je pense sérieusement que les hommes ne font pas leur histoire. On dit : "les hommes font leur Histoire et ne le savent pas", et moi je dis, les hommes ne font pas leur histoire. Par rapport à tout ce qui a été dit, il y a des constances dans l'Histoire et on ne peut pas affirmer aujourd'hui que les menaces de perte de liberté sont plus grandes aujourd'hui que dans la Rome antique, dans la Grèce antique, ou bien dans l'Antiquité. Il y a donc à mon sens un léger, très léger progrès social et démocratique. Mais dans toutes les sociétés, depuis bien longtemps et dans toutes les sociétés que l'on connaît, il y a des écarts et des inégalités très importantes en matière de niveau de vie, mais aussi en matière de ressources personnelles, de liberté.

Ma conclusion, après trente ans de sociologie, de politique et de militantisme en tout genre, c'est de dire schématiquement : les hommes ne changent que les virgules de l'Histoire. C'est-à-dire que, quand cela va très mal, – on a des moments, récents, où cela allait très mal – c'est le fascisme, c'est le colonialisme ; on voit que les sociétés réussissent à modifier le cours de l'Histoire pour empêcher que cela aille trop loin et que les libertés soient trop atteintes.

Emmanuel Videcoq :

Pour finir, une suggestion à l'équipe de *Terminal*.

Je rappelle qu'en 1985, on avait tenu un colloque : *1984 et les présents de l'univers informationnel*, qui avait abouti à la publication d'un numéro double sur 1984 et l'on avait décidé d'enlever 1984 du titre de la revue. Quand j'entends les propos de Jacques Vétois et surtout ceux sur le totalitarisme mou, je voudrais rappeler que toute l'argumentation de ce numéro spécial était fondée sur cette idée du totalitarisme mou, sur cette idée "soft de la contrainte invisible" en relation avec des choses qui étaient extrêmement *hardware* et qui étaient contenues dans le roman d'Orwell. Ma suggestion : il s'agirait de savoir s'il ne serait pas temps que vous remettiez 1984 dans le titre de la revue !

